



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Arrêté préfectoral DCPAT-BAE n°2026-142

portant mise en demeure de respecter des prescriptions techniques

Société PACCOR FRANCE SAS à Soustons

Le préfet,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8 L. 171-11, L. 511-1, L. 514-5, L. 181-14 et R. 181-46,
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 122-1 et suivants,
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,
- Vu** le décret du 26 mars 2025 portant nomination de Monsieur Gilles CLAVREUL, préfet des Landes,
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en particulier ses articles 20 et 26 bis,
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation PR/DAGR/1988 n° 645 du 19 octobre 1988 autorisant la société S.A MONAPLAST à exploiter une usine de fabrication d'emballages et de pièces en matières plastiques, en particulier son annexe,
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire PR/DAGR/1996 n° 83 du 21 mars 1996 portant autorisation d'extension d'activité,
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire PR/DAGR/2006 n° 53 du 1^{er} février 2006 portant autorisation d'installation d'un poste GPL avec réservoir d'alimentation,
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2026-64-SG du 4 mai 2026 portant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes,
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 septembre 2013 faisant suite à l'inspection du 25 juin 2013,
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 décembre 2016 faisant suite à l'inspection du 31 août 2016,
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 janvier 2024 faisant suite à l'inspection du 11 décembre 2023,
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 26 juin 2024 faisant suite à l'inspection du 21 juin 2024,
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 octobre 2025 faisant suite à l'inspection du 21 février 2025,
- Vu** la transmission du projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant par courrier recommandé du 30 octobre 2025, reçu le 3 novembre 2025 (avis de réception), pour observations dans un délai de 15 jours,
- Vu** les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté formulées par courrier du 6 novembre 2025,
- Vu** le courrier de l'exploitant du 9 janvier 2026, reçu le 14 janvier 2026, concernant la transmission d'une étude de la société AUREA relative à la présentation actualisée des installations du site, ainsi qu'une proposition de mise à jour du classement ICPE du site,

Considérant que l'article L. 181-14 du code de l'environnement susvisé prévoit en particulier que :

« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées. »

Considérant que l'article R. 181-46 du code de l'environnement susvisé prévoit en particulier que :

« I. Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° en constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2,

2° ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement,

3° ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. »

Considérant que l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé prévoit en particulier les mesures suivantes :

« L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1^{er} septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. »

Considérant que l'article 26 bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé prévoit en particulier les mesures suivantes :

« Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont

stockées dans des quantités supérieures à 2 m³.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;
- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;
- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;
- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.
Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Considérant que le point 55-c de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 octobre 1988 susvisé prévoit en particulier les mesures suivantes :

« L'exploitant dispose :

- d'un réseau privé alimentant les robinets d'incendie armés et l'installation d'extinction automatique,
- de 4 réserves d'eau, en appoint du réseau public, de 120 m³ chacune et situées aux quatre coins de la propriété.

Les réseaux et réserves d'eau de l'établissement sont capables de fournir le débit nécessaire à la lutte contre tout incendie se déclarant dans l'établissement.

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers. »

Considérant que lors de l'inspection du 21 février 2025 il a été constaté en particulier les points suivants :

- absence de transmission de dossier de porter à connaissance depuis 2013 permettant de mettre à jour la situation administrative de l'établissement (rubriques ICPE, étude de dangers, étude d'impact),
- absence de mise en œuvre de dispositifs de protection contre la foudre adaptés au site et aux risques et dangers actuels,

- absence de dispositifs de confinement des eaux d'extinction d'incendie et autres liquides en cas de déversement accidentel,
- dispositif de défense contre l'incendie non-conforme à celui initialement prévu dans l'arrêté préfectoral d'autorisation,

Considérant par conséquent que les constats relevés lors de l'inspection du 21 février 2025, déjà relevées lors des inspections de 2013, 2016, 2023 et 2024, constituent des écarts réglementaires et portent préjudice aux intérêts protégés visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement (populations, environnement, risque d'incendie),

Considérant que, par courrier du 6 novembre 2025, l'exploitant a transmis un certain nombre d'éléments d'information et de documents, en particulier :

- le rapport de mise à jour du classement ICPE des activités du site (déjà reçu et discuté avec l'exploitant, en attente par ailleurs de restructuration interne inter-sites), mais le dossier de porter à connaissance complet n'a pas été transmis,
- les rapports ARF et ETF, mais la mise à jour des équipements de protection contre la foudre n'a pas été faite (nombreux travaux à prévoir),
- le devis signé de la mission de maîtrise d'œuvre pour la mise en conformité des moyens de lutte contre l'incendie, mais la mise en conformité n'a pas été réalisée,
- l'étude technico-économique de dimensionnement de la capacité de confinement des eaux du site en cas d'incendie du bureau d'études INGETECH, qui inclut la gestion des eaux pluviales du site, mais à ce jour aucun dispositif de confinement des eaux n'est en place et le calendrier de mise en œuvre proposé est bien trop long (l'exploitant prévoit de transmettre les bons de commande signés des travaux à réaliser fin T3-2026 et les justificatifs de mise en œuvre de ces travaux fin T2-2027),

Considérant que l'étude AUREA transmise par l'exploitant par courrier du 9 janvier 2026 susvisé ne répond que partiellement à la demande répétée depuis plus de 10 ans de l'inspection des installations classées (uniquement la mise à jour du descriptif des installations et du tableau de nomenclature ICPE ; pas d'actualisation de l'étude de dangers, ni de l'étude d'impacts permettant de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter),

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PACCOR France SAS de respecter les prescriptions des articles L. 181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement, des articles 20 et 26 bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et du point 55-c de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 octobre 1988 susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture des Landes,

ARRÊTE

Article 1 - Mise en demeure

La société PACCOR FRANCE SAS, exploitant une installation de production d'emballages et d'autres produits en matières plastiques située avenue de Cramat sur la commune de Soustons, est mise en demeure de respecter les dispositions :

- des articles L. 181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement susvisé :
 - en transmettant **sous trois mois** un dossier de porter à connaissance visant à actualiser l'ensemble des dispositions applicables à l'établissement,
- de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé :
 - en transmettant **sous trois mois** les bons de commande signés,
 - en transmettant **sous six mois**, les justificatifs de mise en œuvre des équipements supplémentaires recommandés,

- de l'article 26 bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé :
 - en transmettant **sous six mois** les devis signés des travaux à prévoir,
 - en transmettant **sous douze mois** les justificatifs de la mise en œuvre d'une capacité de confinement,
- du point 55-c de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 octobre 1988 susvisé :
 - en transmettant **sous un mois** les bons de commandes des moyens complémentaires de lutte contre l'incendie adaptés aux risques présents sur le site,
 - en transmettant **sous trois mois** les justificatifs de mise en service.

Les délais commencent à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 - Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Publication

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Landes pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 - Copie et exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Landes, la sous-préfète de l'arrondissement de Dax, le maire de Soustons, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société PACCOR Fance SAS.

Mont-de-Marsan, le 18 MAI 2026

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,

Stéphanie MONTEUIL

Voie et délai de recours :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau (Villa Noullobos - 50 Cours Lyautey - 64010 PAU Cedex) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).